

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2026/006220]

16 JUILLET 2026. — Décret relatif au portail d'information câbles et canalisations souterrains (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Les obligations découlant du présent décret ne dispensent pas du respect des obligations découlant des réglementations sectorielles et fédérales applicables à chaque catégorie de gestionnaire de câbles et canalisations.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° le portail : système électronique d'information institué par le Gouvernement, permettant la mise à disposition et l'échange d'informations relatives aux câbles et canalisations entre, d'une part, les gestionnaires de ces câbles et canalisations et, d'autre part, les demandeurs de plans ;

2° les câbles et canalisations : toute infrastructure souterraine, située en domaine public ou privé, destinée au transit, au transport, à la transmission ou à la distribution soit d'énergie, soit d'informations, soit de matières solides, liquides ou gazeuses ;

3° le GCC : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou tâches d'intérêt public, gère des câbles ou canalisations sur le territoire de la Région wallonne ;

4° zone d'intérêt du GCC : toute superficie dans laquelle un GCC déterminé gère des câbles ou canalisations et à l'intérieur de laquelle des travaux ne peuvent être envisagés sans qu'il ne soit tenu compte des risques sous-jacents et des influences qu'ils peuvent avoir sur ces infrastructures ;

5° demandeur de plans : toute personne qui est chargée de l'étude ou de l'exécution de travaux en domaine public ou en domaine privé situé en Région wallonne ;

6° zone de demande de plans : la superficie visée par la demande de plans, représentée par un polygone convexe, utile à la réalisation des travaux ;

7° demande de plans : une demande introduite via le portail ou via tout autre portail informatique reconnu par le Gouvernement et interconnecté au portail, visant à obtenir une information relative à la présence de câbles et canalisations dans la zone de demande de plans ;

8° le jour ouvrable : chaque jour de la semaine, à l'exclusion des samedis, dimanches et des jours fériés légaux ;

9° travaux : opération isolée ou tout ensemble d'opérations, susceptible d'exercer une influence sur le sol ou le sous-sol ou de causer des dégâts aux câbles ou canalisations ;

10° urgence : toute intervention préventive ou consécutive à des incidents portant atteinte à la sécurité des biens ou des personnes ou destinée à assurer la pérennité des services publics et des services d'urgence. Est notamment considéré comme incident nécessitant une intervention urgente : la fuite sur un réseau d'eau ou de gaz, la rupture de réseau, l'incident électrique, le risque imminent d'incident sur un câble ou une canalisation, l'effondrement de la chaussée, l'effondrement de berge menaçant un ouvrage, une voie de communication, un bâtiment ou portant atteinte à l'intégrité du cours d'eau.

CHAPITRE 2. — *Portail*

Art. 3. Un portail informatique sécurisé permettant d'assurer les fonctionnalités requises pour la mise à disposition et l'échange d'informations relatives aux câbles et canalisations est mis à disposition des GCC et des demandeurs de plans.

Le Gouvernement détermine le système et l'organisme en charge de gérer le portail.

Les GCC et demandeurs de plans utilisent le portail ainsi que toutes ses fonctionnalités au fur et à mesure de leur développement selon les modalités fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE 3. — *Obligations des gestionnaires de câbles et canalisations*

Art. 4. § 1^{er}. Chaque GCC enregistre et introduit sa ou ses zones d'intérêt sur le portail endéans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les gestionnaires non actifs sur le territoire de la Région wallonne s'enregistreront sur le portail au plus tard quarante-cinq jours ouvrables avant le début de leur activité de GCC sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Chaque GCC introduit sur le portail toute modification de sa ou ses zones d'intérêt.

Si la modification est relative à l'extension de sa ou ses zones d'intérêt, le GCC introduit la modification au plus tard quarante-cinq jours ouvrables avant le premier jour de la pose des installations concernées.

Si la modification est relative à la suppression ou à la réduction de sa ou ses zones d'intérêt, le GCC introduit sa modification dès le moment où il ne gère effectivement plus les câbles et canalisations dans la zone concernée.

CHAPITRE 4. — *Obligations des demandeurs de plans*

Art. 5. § 1^{er}. Tout demandeur de plans introduit sa demande de plans via le portail au plus tard vingt jours ouvrables avant le début des travaux.

Dans l'hypothèse où la personne qui exécute les travaux en a reçu la notification moins de vingt jours ouvrables avant la date de début de ceux-ci, la demande de plans est introduite le plus tôt possible avant le commencement effectif de ces travaux. Pour autant que la personne qui exécute les travaux ait obtenu et pris connaissance des réponses de tous les GCC consultés et respecte les instructions et conditions définies le cas échéant par ces GCC, les travaux pourront démarrer avant la fin du délai fixé au paragraphe 1^{er} sous réserve du respect des réglementations sectorielles et fédérales applicables à chaque catégorie de GCC.

En tout état de cause, les travaux ne pourront en aucun cas démarrer sans que la personne qui exécute les travaux ne soit en possession et n'ait pris connaissance des réponses de l'ensemble des GCC consultés.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

1° travaux réalisés en cas de force majeure ou en cas d'urgence qui se justifient en raison :

a) du maintien de l'approvisionnement ;

b) de la continuité de service ;

c) ou de la sécurité ;

2° travaux exécutés exclusivement manuellement, à savoir l'exécution de travaux sans outils alimentés par une source d'énergie externe. L'exécution de travaux avec un camion aspirateur équipé d'un embout doux est assimilée à une exécution manuelle ;

3° travaux sur des terres utilisées à des fins agricoles ou sur un terrain privé utilisé à des fins domestiques, pour autant que les travaux ne dépassent pas cinquante centimètres de profondeur ;

4° travaux exécutés pour l'enlèvement du revêtement et de la fondation si la profondeur de ces deux couches d'enlèvement n'excède ensemble pas vingt-cinq centimètres et que l'ouverture ne dépasse pas cinq mètres carrés.

CHAPITRE 5. — *Traitement de la demande de plans*

Art. 6. Le gestionnaire du portail envoie, automatiquement, au demandeur de plans, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la demande de plans, un accusé de réception électronique de celle-ci.

Le gestionnaire du portail informe de la demande de plans, par avis électronique, tout GCC enregistré dans le portail pour la zone d'intérêt correspondant à la zone de demande de plans, et ce au plus tard le premier jour ouvrable suivant la demande.

Art. 7. Chaque GCC qui reçoit une demande de plans, via le portail, a l'obligation d'en confirmer la réception, via ce portail, au plus tard le troisième jour ouvrable après le jour de réception.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres réglementations applicables en la matière, chaque GCC qui reçoit une demande de plans du portail fournit gratuitement au demandeur de plans, une information relative soit à l'absence, soit à la présence de câbles ou de canalisations dans la zone concernée par la demande de plans.

Dans cette dernière hypothèse, le demandeur de plans reçoit toute information en possession du GCC lui permettant de localiser les câbles ou canalisations et de travailler dans le respect des instructions et conditions définies le cas échéant par le GCC.

§ 2. Le GCC informe le demandeur de plans dans les plus brefs délais et au plus tard quinze jours ouvrables après l'introduction de la demande de plans.

Sa réponse est fournie exclusivement par le moyen du portail.

CHAPITRE 6. — *Traitement des données à caractère personnel*

Art. 9. Dans le cadre de l'application du présent décret, les données communiquées par les GCC sont collectées et traitées conformément au règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. Les données à caractère personnel traitées sont strictement nécessaires à la gestion du portail d'information câbles et canalisations.

Le gestionnaire du portail est le responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel collectées sont, conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, e), du règlement (UE) 2016/679 précité, conservées par le gestionnaire du portail durant une période de dix ans à partir de la date d'introduction des données en question.

CHAPITRE 7. — *Sanctions*

Art. 10. § 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs et des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le Gouvernement désigne les personnes chargées de la recherche et du constat des infractions.

Elles peuvent uniquement exercer leur mission après avoir été commissionnées selon les modalités définies par le Gouvernement.

§ 2. Les personnes visées au paragraphe 1^{er} peuvent :

1° accéder aux bâtiments et leurs dépendances ainsi qu'aux terrains concernés, moyennant l'accord préalable du propriétaire ou de l'occupant ;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire et saisir les documents, pièces et objets nécessaires à l'enquête et à la constatation ;

3° recueillir tous les renseignements, recevoir toutes dépositions ou leurs dépositions ou tous témoignages écrits ou oraux ;

4° obtenir du gestionnaire du portail, visé à l'article 4, toutes les données utiles.

§ 3. Lorsque ces actes ont le caractère d'une perquisition, ils peuvent uniquement être posés en application des articles 87 à 90 du Code d'Instruction criminelle.

Art. 11. Sont punis d’une amende administrative allant de 50 à 100 000 euros ceux qui :

- 1° omettent de s’enregistrer auprès du portail dans les délais repris dans le présent décret ;
- 2° s’abstiennent d’introduire, d’activer ou de modifier leurs zones d’intérêt dans les délais repris dans le présent décret ;
- 3° exécutent des travaux sans respecter les obligations découlant du présent décret ;
- 4° ne respectent pas les impositions prévues à l’article 9 ;
- 5° utilisent l’information obtenue en exécution du présent décret à d’autres fins que celles visées par celui-ci, ou qui font un usage abusif du portail.

En cas de concours de plusieurs infractions visées à l’alinéa 1^{er}, les montants des amendes sont cumulés sans qu’ils puissent cependant dépasser le montant de l’amende maximum visée à l’alinéa 1^{er}.

Art. 12. § 1^{er}. Aux fins de perception des amendes administratives, le Gouvernement désigne le ou les fonctionnaires sanctionneurs, selon les modalités qu’il définit.

§ 2. Un exemplaire du procès-verbal constatant l’infraction est transmis au fonctionnaire sanctionneur qui décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter, par écrit, ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de l’invitation qu’il lui envoie, s’il y a lieu d’infliger une amende administrative du chef de l’infraction.

La décision motivée du fonctionnaire sanctionneur fixe le montant de l’amende administrative. Elle est notifiée au contrevenant par envoi en même temps qu’une invitation à acquitter l’amende dans un délai d’un mois à dater de la réception de la décision.

L’envoi devant être considéré comme tout mode d’expédition et de réception permettant de donner date certaine à l’envoi et à la réception de celui-ci, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

§ 3. La décision par laquelle l’amende administrative est infligée ne peut être prise cinq ans après le fait constitutif d’une infraction.

L’invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, faite dans le délai déterminé, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai de même durée.

§ 4. Le contrevenant qui conteste la décision introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance dans un délai d’un mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l’exécution de la décision.

La disposition de l’alinéa 1^{er} est mentionnée dans la décision dans laquelle l’amende administrative est infligée.

CHAPITRE 8. — *Disposition finale*

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur au plus tard le 1^{er} février 2027.

Le Gouvernement peut fixer une date d’entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l’alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 16 juillet 2026.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l’Économie, de l’Industrie, de l’Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Santé, de l’Environnement, des Solidarités et de l’Economie sociale,
Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCRENIER

La Ministre de l’Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
C. NEVEN

La Ministre de l’Agriculture et de la Ruralité,
A.-C. DALCQ

Note

(1) Session 2025-2026.

Documents du Parlement wallon, 603 (2025-2026) N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 juillet 2026.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/006220]

16. JULI 2026 — Dekret über das Informationsportal für unterirdische Kabel und Rohrleitungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 - Einleitende Bestimmungen

Artikel 1 - Die sich aus diesem Erlass ergebenden Verpflichtungen entbinden nicht von der Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus den für die jeweilige Kategorie von Kabel- und Rohrleitungsverwaltern geltenden branchenspezifischen und föderalen Vorschriften ergeben.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das Portal: ein von der Regierung eingerichtetes elektronisches Informationssystem, das die Bereitstellung und den Austausch von Informationen über Kabel und Rohrleitungen zwischen den Verwaltern dieser Kabel und Rohrleitungen einerseits und den Personen, die Pläne beantragen andererseits ermöglicht;

2° Kabel und Rohrleitungen: alle unterirdischen Infrastrukturen, die sich im öffentlichen oder privaten Bereich befinden und der Durchleitung, dem Transport, der Übertragung oder der Verteilung von Energie, Informationen oder festen, flüssigen oder gasförmigen Stoffen dienen;

3° der KRV: die Person, die im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeiten oder der Aufgaben öffentlichen Interesses Kabel und/oder Rohrleitungen auf dem Gebiet der Wallonischen Region verwaltet;

4° Interessengebiet des KRV: jede Fläche, innerhalb derer ein bestimmter KRV Kabel oder Rohrleitungen betreibt und innerhalb derer Bauarbeiten nicht in Betracht gezogen werden können, ohne die damit verbundenen Risiken und deren mögliche Auswirkungen auf diese Infrastrukturen zu berücksichtigen;

5° Antragsteller auf Pläne: jede Person, die mit der Planung oder Durchführung von Arbeiten im öffentlichen oder privaten Bereich in der Wallonischen Region beauftragt ist;

6° Bereich, für den die Pläne beantragt werden: die Fläche, auf die sich der Antrag auf Pläne bezieht, dargestellt als konvexes Polygon, die für die Durchführung der Bauarbeiten nützlich ist;

7. Antrag auf Pläne: Ein über das Portal oder über ein anderes, von der Regierung anerkanntes und mit dem Portal vernetztes Online-Portal eingereichter Antrag, der darauf abzielt, Informationen über das Vorhandensein von Kabeln und Rohrleitungen im Bereich, für den die Pläne beantragt werden, zu erhalten;

8° Werktag: jeder Wochentag mit Ausnahme von Samstagen, Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen;

9. Arbeiten: eine einzelne Maßnahme oder eine Reihe von Maßnahmen, die Auswirkungen auf den Boden oder den Untergrund haben oder Schäden an Kabeln oder Rohrleitungen verursachen können;

10° Notfall: jeder vorbeugende Einsatz oder jeder Einsatz infolge von Vorfällen, die die Sicherheit der Güter oder Personen beeinträchtigen, oder der dazu bestimmt ist, den Fortbestand der öffentlichen Dienste und der Notdienste zu gewährleisten. Als Zwischenfall, der einen dringenden Einsatz erfordert, gelten insbesondere der Ausfluss bzw. Austritt aus einem Wasser- oder Gasversorgungsnetz, der Netzausfall, die elektrische Störung, die unmittelbare Gefahr einer Störung auf einem Kabel oder einer Leitung, der Einsturz der Fahrbahn, der Einsturz eines Ufers, der ein Bauwerk, einen Verkehrsweg, ein Gebäude gefährdet oder die Unversehrtheit des Wasserlaufs beeinträchtigt;

KAPITEL 2 - Portal

Art. 3 - Den KRV und den Antragstellern auf Pläne wird ein gesichertes IT-Portal zur Verfügung gestellt, das die erforderlichen Funktionen für die Bereitstellung und den Austausch von Informationen zu Kabeln und Rohrleitungen gewährleistet.

Die Regierung legt fest, nach welchem System das Portal betrieben wird und welche Einrichtung für dessen Verwaltung zuständig ist.

Der KRV und die Antragsteller auf Pläne benutzen das Portal sowie alle seine Funktionen allmählich in dem Maße, wie sie sich entwickeln, und zwar in Übereinstimmung mit den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

KAPITEL 3 - Pflichten der Kabel- und Rohrleitungsverwalter

Art. 4 - § 1. Jeder KRV erfasst sein bzw. seine Interessengebiete und gibt diese innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Dekrets auf dem Portal ein.

Verwalter, die nicht innerhalb des Gebiets der Wallonischen Region tätig sind, müssen sich spätestens fünfundvierzig Werktage vor Aufnahme ihrer Tätigkeit als KRV innerhalb des Gebiets der Wallonischen Region auf dem Portal registrieren.

§ 2. Jeder KRV trägt jede Änderung seines bzw. seiner Interessengebiete im Portal ein.

Betrifft die Änderung die Ausweitung seines Interessengebiets oder seiner Interessengebiete, so nimmt der KRV die Änderung spätestens fünfundvierzig Werktage vor dem ersten Tag der Installation der betreffenden Anlagen vor.

Betrifft die Änderung die Streichung oder Verkleinerung seines Interessengebiets bzw. seiner Interessengebiete, so nimmt der KRV diese Änderung vor, sobald er die Kabel und Leitungen in dem betreffenden Gebiet tatsächlich nicht mehr verwaltet.

KAPITEL 4 - Pflichten der Antragsteller auf Pläne

Art. 5 - § 1. Jeder Antragsteller auf Pläne reicht seinen Antrag auf Pläne spätestens zwanzig Werktage vor Beginn der Arbeiten über das Portal ein.

Falls die mit der Ausführung der Arbeiten beauftragte Person die Benachrichtigung weniger als zwanzig Werktage vor Beginn der Arbeiten erhalten hat, ist der Antrag auf Pläne so früh wie möglich vor dem tatsächlichen Beginn dieser Arbeiten zu stellen. Sofern die mit der Ausführung der Arbeiten beauftragte Person die Antworten aller konsultierten KRV erhalten und zur Kenntnis genommen hat und die gegebenenfalls von diesen KRV festgelegten Anweisungen und Bedingungen einhält, können die Arbeiten vor Ablauf der in § 1 festgelegten Frist beginnen, vorbehaltlich der Einhaltung der für jede KRV-Kategorie geltenden sektoralen und föderalen Vorschriften.

In jedem Fall dürfen die Arbeiten unter keinen Umständen beginnen, ohne dass die mit der Ausführung der Arbeiten beauftragte Person im Besitz der Antworten aller befragten KRV ist und diese zur Kenntnis genommen hat.

§ 2. Die Bestimmungen von § 1 gelten nicht in den folgenden Fällen:

1° Arbeiten, die im Falle höherer Gewalt oder in dringenden Fällen durchgeführt werden und die aus folgenden Gründen gerechtfertigt sind:

- a) Aufrechterhaltung der Versorgung;
- b) Kontinuität des Dienstes;
- c) oder Sicherheit;

2° ausschließlich manuell ausgeführte Arbeiten, d. h. die Ausführung von Arbeiten ohne Werkzeuge, die durch eine externe Energiequelle angetrieben werden. Die Durchführung von Arbeiten mit einem Saugwagen, der mit einer weichen Düse ausgestattet ist, wird der manuellen Ausführung gleichgestellt;

3° Arbeiten auf landwirtschaftlich genutzten Flächen oder auf einem für häusliche Zwecke genutzten Privatgrundstück, sofern die Arbeiten eine Tiefe von fünfzig Zentimetern nicht überschreiten;

4° Arbeiten zur Entfernung des Belags und des Unterbaus, sofern die Tiefe dieser beiden zu entfernenden Schichten zusammen fünfundzwanzig Zentimeter nicht überschreitet und die Fläche der Aussparung fünf Quadratmeter nicht übersteigt.

KAPITEL 5 - *Bearbeitung des Antrags auf Pläne*

Art. 6 - Der Portalbetreiber sendet dem Antragsteller spätestens am ersten Werktag nach Einreichung des Antrags auf Pläne automatisch eine elektronische Empfangsbestätigung zu.

Der Portalbetreiber informiert über den Antrag auf Pläne alle im Portal registrierten KRV, deren Interessengebiet dem Bereich entspricht, für das die Pläne angefordert wurden, per E-Mail, und zwar spätestens am ersten Werktag nach dem Antrag.

Art. 7 - Jeder KRV, der über das Portal einen Antrag auf Pläne erhält, ist verpflichtet, über dieses Portal den Eingang dieses Antrags spätestens am dritten Werktag nach dem Tag des Eingangs zu bestätigen.

Art. 8 - § 1. Unbeschadet anderer einschlägiger Vorschriften stellt jeder KRV, der einen Antrag auf Pläne über das Portal erhält, dem Antragsteller kostenlos Informationen darüber zur Verfügung, ob in dem von dem Antrag betroffenen Bereich Kabel oder Rohrleitungen verlegt sind oder nicht.

Im letzteren Fall erhält der Antragsteller auf Pläne alle Informationen, über die der KRV verfügt, damit er die Kabel oder Rohrleitungen lokalisieren und unter Einhaltung der gegebenenfalls von dem KRV festgelegten Anweisungen und Bedingungen arbeiten kann.

§ 2. Der KRV informiert den Antragsteller auf Pläne so schnell wie möglich, spätestens jedoch fünfzehn Werktage nach Einreichung des Antrags auf Pläne.

Seine Antwort erfolgt ausschließlich über das Portal.

KAPITEL 6 - *Verarbeitung personenbezogener Daten*

Art. 9 - Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Dekrets werden die von den KRV übermittelten Daten gemäß der europäischen Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG gesammelt und verarbeitet. Die verarbeiteten personenbezogenen Daten sind für die Verwaltung des Informationsportals für Kabel und Rohrleitungen unbedingt erforderlich.

Der Portalverwalter ist für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich.

Die erhobenen personenbezogenen Daten werden gemäß Artikel 5 § 1 e) der genannten Verordnung (EU) Nr. 2016/679, von dem Portalverwalter für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem Datum der Einreichung der besagten Daten aufbewahrt.

KAPITEL 7 - *Sanktionen*

Art. 10 - § 1. Unbeschadet der Befugnisse und Pflichten der Gerichtspolizeioffiziere bestimmt die Regierung die Personen, die mit der Ermittlung und Feststellung von Verstößen betraut sind.

Sie dürfen ihren Auftrag erst ausüben, nachdem sie gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten beauftragt wurden.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Personen dürfen:

1° Zugang zu den Gebäuden und deren Nebengebäuden sowie zu den betreffenden Grundstücken erhalten, sofern der Eigentümer oder der Nutzer zuvor seine Zustimmung erteilt hat;

2° alle zweckdienlichen Feststellungen treffen, die für die Ermittlungen und Feststellungen erforderlichen Unterlagen, Belege und Gegenstände vorlegen lassen und beschlagnahmen;

3° alle Auskünfte einholen, alle Aussagen oder ihren Aussagen sowie alle schriftlichen oder mündlichen Zeugaussagen entgegennehmen;

4° vom Betreiber des in Artikel 4 genannten Portals alle relevanten Daten einholen.

§ 3. Wenn diese Handlungen den Charakter einer Durchsuchung haben, dürfen sie ausschließlich in Anwendung der Artikel 87 bis 90 des Strafprozessgesetzbuches durchgeführt werden.

Art. 11 - Mit einer Geldbuße von 50 Euro bis 100000 Euro werden diejenigen belegt, die:

1° es versäumen, sich innerhalb der in diesem Dekret festgelegten Fristen auf dem Portal zu registrieren;

2° innerhalb der in diesem Dekret festgelegten Fristen ihre Interessengebiete weder eingeben, aktivieren noch ändern;

3° Arbeiten ausführen, ohne die sich aus diesem Dekret ergebenden Verpflichtungen einzuhalten;

4° die in Artikel 9 vorgesehenen Verpflichtungen nicht einhalten.

5° die im Rahmen der Durchführung dieses Dekrets erhaltenen Informationen für andere als die darin genannten Zwecke verwenden oder das Portal missbräuchlich nutzen.

Werden mehrere Verstöße nach Absatz 1 begangen, so werden die Beträge der Geldbußen zusammengerechnet, wobei der Gesamtbetrag jedoch nicht das Doppelte der in Absatz 1 genannten Geldbuße überschreiten kann.

Art. 12 - § 1. Zum Zwecke der Einziehung von administrativen Geldbußen bestimmt die Regierung den oder die sanktionierenden Beamten nach den von ihr festgelegten Modalitäten.

§ 2. Ein Exemplar des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes wird dem sanktionierenden Beamten übermittelt, der beschließt, ob die Auferlegung einer administrativen Geldbuße wegen des Verstoßes angebracht ist, nachdem er dem Zuwiderhandelnden binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der ihm zugesandten Aufforderung die Möglichkeit zur schriftlichen Vorbringung seiner Verteidigungsgründe gegeben hat.

In dem begründeten Beschluss des sanktionierenden Beamten wird der Betrag der administrativen Geldbuße bestimmt. Dieser Beschluss wird gleichzeitig mit einer Aufforderung zur Zahlung der Buße innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Beschlusses dem Zuwiderhandelnden per Sendung zugestellt.

Als Sendung gilt jede Art der Einsendung und des Empfangs, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

§ 3. Der Beschluss, mit dem die administrative Geldbuße verhängt wird, darf nicht später als fünf Jahre nach dem Tatbestand, der für den Verstoß grundlegend ist, getroffen werden.

Die in § 2, Absatz 1 erwähnte, fristgerecht übermittelte Aufforderung an den Zuwiderhandelnden, seine Verteidigungsgründe vorzubringen, unterbricht den Verlauf der Verjährung. Hierdurch entsteht eine neue Frist mit derselben Dauer.

§ 4. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss anfechtet, legt unter Androhung des Verfalls innerhalb einer Frist von einem Monat ab der Zustellung des Beschlusses durch eine Antragschrift eine Beschwerde beim Gericht erster Instanz ein. Diese Beschwerde setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmung von Absatz 1 wird in dem Beschluss, in dem die administrative Geldbuße auferlegt wird, angegeben.

KAPITEL 8 - *Schlussbestimmung*

Art. 13 - Das vorliegende Dekret tritt spätestens am 1. Februar 2027 in Kraft.

Die Regierung kann für das Inkrafttreten ein Datum, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt, festlegen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 2026

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Beschäftigung, Ausbildung, Forschung und digitale Technologien

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen

J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung

V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen

C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten

A.-C. DALCQ

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2025-2026.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 603 (2025-2026) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Juli 2026

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2026/006220]

16 JULI 2026. — Besluit betreffende het informatieportaal voor ondergrondse kabels en leidingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. De verplichtingen die uit dit decreet voortvloeien, ontslaan niet van de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit de sectorale en federale regelgeving die van toepassing is op elke categorie beheerders van kabels en leidingen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° het portaal: een door de regering opgezet elektronisch informatiesysteem dat het mogelijk maakt om informatie over kabels en leidingen beschikbaar te stellen en uit te wisselen tussen, enerzijds, de beheerders van deze kabels en leidingen en, anderzijds, de aanvragers van plattegronden;

2° kabels en leidingen: alle ondergrondse infrastructuur, gelegen op openbaar of particulier terrein, die bestemd is voor de doorgang, het vervoer, de overdracht of de distributie van energie, informatie of vaste, vloeibare of gasvormige stoffen;

3° de beheerder: de persoon die in het kader van zijn beroepsactiviteiten of taken van publiek belang kabels en leidingen op het grondgebied van het Waalse Gewest beheert;

4° werkgebied van de beheerder: elk gebied waarin een bepaalde beheerder kabels of leidingen beheert en waarbinnen geen werkzaamheden kunnen worden uitgevoerd zonder rekening te houden met de onderliggende risico's en de gevolgen die deze kunnen hebben voor deze infrastructuur;

5° aanvrager van plattegronden: elke persoon die belast is met het bestuderen of de uitvoering van werkzaamheden in het openbaar domein of in het privé-domein in het Waalse Gewest;

6° gebied waarop de aanvraag voor plattegronden betrekking heeft: de oppervlakte beoogd in de aanvraag voor plattegronden, weergegeven door een convexe veelhoek, die nodig is voor de uitvoering van de werkzaamheden;

7° aanvraag van plattegronden: een aanvraag die via het portaal of via een ander door de Regering erkend en met het portaal gekoppeld digitaal portaal wordt ingediend, met het oog op het verkrijgen van informatie over de aanwezigheid van kabels en leidingen in het gebied waarop de aanvraag van plattegronden betrekking heeft;

8° werkdag: elke weekdag, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen;

9° werkzaamheden: een afzonderlijke verrichting of een geheel van verrichtingen die invloed kunnen hebben op de bodem of de ondergrond of schade kunnen veroorzaken aan kabels of leidingen;

10° dringend karakter: elke preventieve tussenkomst of ten gevolge van een incident dat de veiligheid van de goederen of de personen aantast of bestemd om het voortbestaan van de openbare diensten of de spoeddiensten te verzekeren. Als een incident met noodzaak tot een interventie met dringend karakter wordt beschouwd de lekkage op een water- of gasnetwerk, de onderbreking van het netwerk, een elektrisch incident, een dreigend risico van incident op een kabel of leiding, de instorting van de rijbaan, de verzakking van een oever die een bouwwerk, een verkeersweg, een gebouw bedreigen of de integriteit van een waterloop aantasten;

HOOFDSTUK 2. — *Portaal*

Art. 3. Er wordt een beveiligd digitaal portaal ter beschikking gesteld aan de beheerders en aanvragers van plattegronden, waarmee de benodigde functionaliteiten voor het beschikbaar stellen en uitwisselen van informatie over kabels en leidingen worden gewaarborgd.

De regering bepaalt het systeem en de instantie die belast is met het beheer van het portaal.

De beheerders en aanvragers van plattegronden maken gebruik van het portaal en alle functionaliteiten daarvan naarmate deze worden ontwikkeld, volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels.

HOOFDSTUK 3. — *Verplichtingen van beheerders van kabels en leidingen*

Art. 4. § 1. Elke beheerder registreert en voert zijn werkgebieden binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet in op het portaal.

Beheerders die niet actief zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest moeten zich uiterlijk vijftien werkdagen vóór de aanvang van hun beheersactiviteit op het grondgebied van het Waalse Gewest op het portaal registreren.

§ 2. Elke beheerder voert elke wijziging in zijn of haar werkgebied(en) in op het portaal.

Indien de wijziging betrekking heeft op de uitbreiding van zijn werkgebied(en), dient de beheerder de wijziging uiterlijk vijftien werkdagen vóór de eerste dag van de installatie van de betreffende voorzieningen in.

Indien de wijziging betrekking heeft op de schrapping of verkleining van zijn werkgebied(en), voert de beheerder deze wijziging door zodra hij de kabels en leidingen in het betreffende gebied daadwerkelijk niet meer beheert.

HOOFDSTUK 4. — *Verplichtingen van aanvragers van plattegronden*

Art. 5. § 1. Elke aanvrager van plattegronden dient zijn aanvraag uiterlijk twintig werkdagen vóór de aanvang van de werkzaamheden via het portaal in.

Indien de persoon die de werkzaamheden uitvoert hiervan minder dan twintig werkdagen vóór de startdatum ervan in kennis is gesteld, wordt de aanvraag om de plattegronden zo spoedig mogelijk vóór de daadwerkelijke aanvang van deze werkzaamheden ingediend. Op voorwaarde dat de persoon die de werkzaamheden uitvoert de antwoorden van alle geraadpleegde beheerders heeft ontvangen en doorgenomen, en zich houdt aan de instructies en voorwaarden die in voorkomend geval door deze beheerders zijn vastgesteld, mogen de werkzaamheden van start gaan vóór het verstrijken van de in paragraaf 1 vastgestelde termijn, mits de sectorale en federale regelgeving die van toepassing is op elke categorie beheerders wordt nageleefd.

In ieder geval mogen de werkzaamheden in geen geval van start gaan voordat de persoon die de werkzaamheden uitvoert in het bezit is van de antwoorden van alle geraadpleegde beheerders en deze heeft doorgenomen.

§ 2. De bepaling van paragraaf 1 zijn niet van toepassing in volgende gevallen:

1° werkzaamheden die worden uitgevoerd in geval van overmacht of in noodsituaties en die gerechtvaardigd zijn op grond van:

- a) het waarborgen van de bevoorrading;
- b) de continuïteit van de dienstverlening;
- c) of de veiligheid;

2° werkzaamheden die uitsluitend met de hand worden uitgevoerd, namelijk het uitvoeren van werkzaamheden zonder gereedschap dat door een externe energiebron wordt aangedreven. Het uitvoeren van werkzaamheden met een zuigwagen die is uitgerust met een zachte zuigmond wordt gelijkgesteld aan handmatige uitvoering;

3° werkzaamheden op grond die voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt of op een privéterrein dat voor huishoudelijke doeleinden wordt gebruikt, mits de werkzaamheden niet dieper gaan dan vijftig centimeter;

4° werkzaamheden voor het verwijderen van de wegdeklaag en de fundering, mits de totale dikte van deze twee te verwijderen lagen niet meer dan vijftiencentimeter bedraagt en de oppervlakte niet groter is dan vijf vierkante meter.

HOOFDSTUK 5. — *Behandeling van de aanvraag voor plattegronden*

Art. 6. De beheerder van het portaal stuurt de aanvrager van de plattegronden uiterlijk op de eerste werkdag na de aanvraag automatisch een elektronische ontvangstbevestiging van de aanvraag.

De beheerder van het portaal stelt alle beheerders die in het portaal zijn geregistreerd voor het gebied dat overeenkomt met het gebied waarvoor de plattegronden zijn aangevraagd, uiterlijk op de eerste werkdag na de aanvraag via een elektronische kennisgeving op de hoogte van de aanvraag voor plattegronden.

Art. 7. Elke beheerder die via het portaal een aanvraag tot het verkrijgen van plattegronden ontvangt, is verplicht de ontvangst daarvan uiterlijk op de derde werkdag na de dag van ontvangst via dat portaal te bevestigen.

Art. 8. § 1. Onverminderd andere toepasselijke regelgeving ter zake verstrekt elke beheerder die een aanvraag om plattegronden ontvangt via het portaal, de aanvrager kosteloos informatie over het al dan niet aanwezig zijn van kabels of leidingen in het gebied waarop de aanvraag om plattegronden betrekking heeft.

In dat laatste geval ontvangt de aanvrager van de plattegronden alle informatie waarover de beheerder beschikt, zodat hij de kabels of leidingen kan lokaliseren en kan werken met inachtneming van de instructies en voorwaarden die de beheerder in voorkomend geval heeft vastgesteld.

§ 2. De beheerder stelt de aanvrager zo spoedig mogelijk, en uiterlijk vijftien werkdagen na de indiening van de aanvraag voor plattegronden, op de hoogte.

Zijn antwoord wordt uitsluitend via het portaal verstrekt.

HOOFDSTUK 6. — *Verwerking van persoonsgegevens.*

Art. 9. In het kader van de toepassing van dit decreet, worden de gegevens verzameld en verwerkt overeenkomstig de Europese Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG. Verwerkte persoonsgegevens zijn strikt noodzakelijk voor de het beheer van het informatieportaal kabels en leidingen.

De beheerder van het portaal is verantwoordelijk voor de verwerking van die persoonsgegevens.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, e), van bovenvermelde Verordening (EU) nr. 2016/679, worden de verzamelde persoonsgegevens door de beheerder van het portaal bewaard gedurende een periode van tien jaar vanaf de datum van indiening van de betreffende gegevens.

HOOFDSTUK 7. — *Sancties*

Art. 10. § 1. Onverminderd de bevoegdheden en taken van de officieren van de gerechtelijke politie wijst de Regering de personen aan die belast zijn met het opsporen en vaststellen van overtredingen.

Zij mogen hun opdracht pas uitoefenen nadat zij zijn aangesteld volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde personen hebben toelating om:

1° toegang te krijgen tot de gebouwen en de bijbehorende bijgebouwen, alsmede tot de betreffende terreinen, mits de eigenaar of de bewoner daarvoor vooraf toestemming heeft gegeven;

2° alle nuttige vaststellingen te doen, de documenten, stukken en voorwerpen die nodig zijn voor het onderzoek en de vaststelling te laten overleggen en in beslag te nemen;

3° alle inlichtingen te verzamelen, alle verklaringen of hun verklaringen of alle schriftelijke of mondelinge getuigenissen in ontvangst te nemen;

4° alle nuttige gegevens op te vragen bij de beheerder van het portaal, zoals bedoeld in artikel 4.

§ 3. Wanneer deze handelingen het karakter van een huiszoeking hebben, mogen ze uitsluitend worden uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 87 tot en met 90 van het Wetboek van Strafvordering.

Art. 11. Met een geldboete van 50 EUR tot 100 000 EUR worden gestraft degenen die :

1° nalaten zich binnen de in dit decreet vastgestelde termijnen bij het portaal te registreren;

2° zich onthouden van het invoeren, activeren of wijzigen van hun werkgebieden binnen de in dit decreet vastgestelde termijnen;

3° werkzaamheden uitvoeren zonder de uit dit decreet voortvloeiende verplichtingen na te leven;

4° de in artikel 9 voorziene opgelegde verplichtingen niet in acht nemen;

5° de informatie die zij in het kader van de uitvoering van dit decreet hebben verkregen, gebruiken voor andere doeleinden dan die waarop dit decreet betrekking heeft, of die misbruik maken van het portaal.

In geval van samenloop van verschillende overtredingen zoals bedoeld in § 1, worden de bedragen van de boetes gecumuleerd zonder dat ze evenwel het bedrag van de in § 1 bedoelde boete mogen overschrijden.

Art. 12. § 1. Met het oog op de inning van administratieve boetes wijst de regering de sanctionerende ambtenaar of ambtenaren aan, volgens de door haar vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar die beslist om een administratieve boete uit hoofde van de overtreding op te leggen, nadat hij de overtreder in staat heeft gesteld, zijn verdedigingsmiddelen schriftelijk voor te stellen binnen vijftien dagen na ontvangst van de door hem gezonden uitnodiging.

De gemotiveerde beslissing van de sanctionerende ambtenaar bepaalt het bedrag van de administratieve boete. Ze wordt per zending aan de overtreder betekend op hetzelfde ogenblik als een verzoek om de boete te betalen binnen een termijn van één maand na ontvangst van de beslissing.

De zending moet worden beschouwd als elke wijze van verzending en ontvangst waarbij een vaststaande datum aan de zending en aan de ontvangst ervan wordt verleend, ongeacht de gebruikte dienst van verzending van de post.

§ 3. De beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, mag niet vijf jaar na het feit dat aan de basis ligt van een overtreding, genomen worden.

Het verzoek aan de overtreder om zijn verdedigingsmiddelen bedoeld in § 2, eerste lid, voor te stellen, dat binnen de in dat lid te bepalen termijn wordt gezonden, onderbreekt de loop van de verjaring. Die akte laat een nieuwe termijn met de gelijke duur lopen.

§ 4. De overtreder die de beslissing van de beheerder betwist, dient op straffe van verval een beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de rechtbank van eerste aanleg binnen een termijn van twee maanden na de betekening van de beslissing. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepaling van het vorige lid wordt vermeld in de beslissing tot oplegging van de administratieve boete.

HOOFDSTUK 8. — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking uiterlijk op 1 februari 2027.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 2026.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Tewerkstelling, Vorming, Onderzoek en Digitale Technologieën,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,
J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,
C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
A-C. DALCQ

Nota

(1) Zitting 2025-2026.

Stukken van het Waalse Parlement 603 (2025-2026) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 juli 2026.

Bespreking.

Stemming.